

## *Avis mitigés des fédérations d'Ehpad sur le quinquennat Hollande*

La FHF, la Fehap, le Synerpa, la Fnadepa et la Fnaqpa reconnaissent tous les avancées permises par la loi "vieillesse". Pour la plupart, le compte n'y est toutefois pas, et la visibilité des personnes âgées reste insuffisante. En témoigne selon eux la faiblesse des mesures proposées par les prétendants à l'Élysée.

Le quinquennat de François Hollande arrive à sa fin, illustré dans le médico-social par une loi "vieillesse" [quasiment bouclée](#).

Cette "avancée" est saluée par les principales fédérations d'Ehpad, à commencer par le Syndicat national des établissements et résidences privés pour personnes âgées (Synerpa).

Florence Arnaiz-Maumé, sa déléguée générale, applaudit "un bilan plutôt bon". Même si "certains grands enjeux n'ont pu être traités", elle estime que la loi, "avec l'ensemble des décrets d'application sortis en moins d'un an", a fait le gros du travail sur "l'aide à domicile, les résidences services seniors, le champ des Ehpad" et "l'augmentation de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA)".

### [Une loi "méritante" mais "assez loin des enjeux"](#)

Les autres fédérations se montrent plus nuancées. Frédéric Valletoux, le président de la Fédération hospitalière de France (FHF), tire un bilan "très mitigé". Si la loi "a eu le grand mérite -pour la première fois- de porter une approche de cette question majeure transversale entre les grandes politiques publiques [...], le sujet essentiel du 'cinquième risque' a été, à nouveau, laissé de côté, et l'hypothèque lourde de la soutenabilité de notre modèle sanitaire et médico-social de prise en charge des personnes âgées n'a pas été levée", explique-t-il dans une réponse écrite à Gerontonews.

Antoine Dubout, président de la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (Fehap), salue, également dans une réponse écrite, "la mise en place d'une relation contractuelle moderne, entre les autorités et les gestionnaires du secteur médico-social, basée sur une logique de pluriannualité budgétaire et de confiance a priori". Bon point également pour "l'achèvement de la réforme tarifaire des Ehpad", maintes fois "reporté", ainsi que pour "la transparence accrue des tarifs des établissements au bénéfice des usagers et le droit au répit, fondamental pour les aidants".

"Pour autant", poursuit-il, "cette loi et ses décrets d'application restent insuffisants pour anticiper les enjeux sociaux, sociétaux et démographiques de notre pays". Antoine Dubout évoque "une ébauche de réforme structurelle" qui "devra être menée pour l'accompagnement des personnes vieillissantes et leurs aidants, notamment sur les sujets du reste à charge, de la prévention et de la lutte contre l'isolement."

Pour Claudy Jarry, président de la Fédération nationale des directeurs d'établissements et services pour personnes âgées (Fnadepa), le bilan est aussi "en demie teinte". Motif de réjouissance tout d'abord, "la loi promise a pu être votée, c'est une avancée". Mais il déplore la focalisation sur "le domicile et l'absence d'un second volet appliqué aux établissements et notamment au reste à charge". Autre sujet de mécontentement, le financement de la loi promulguée, dont le montant engagé reste "très en-deçà des besoins" et un "dévoiement des crédits de la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (Casa)".

Idem pour le directeur général de la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa), un peu moins pessimiste. La loi "vieillesse" reste "assez loin des enjeux", mais elle constitue tout de même un "acquis", reconnaît Didier Sapy. "Elle a largement contribué à placer le vieillissement au coeur d'un certain nombre de débats sociétaux, et de manière plus positive", explique-t-il en prenant pour exemple la "silver économie".

### Le sujet du vieillissement "peu présent" dans la campagne présidentielle

Conséquence, pour Didier Sapy, même si le sujet du vieillissement n'a pas été "central" dans la campagne présidentielle 2017, il a été "plus présent qu'avant, et traité plus sérieusement [...] Il est devenu un sujet politique", fait-il observer... à la différence des autres fédérations, nettement plus sur la réserve.

Frédéric Valletoux, président de la FHF, estime que "le sujet est resté trop peu présent dans le débat électoral". Il considère que sa fédération a "contribué à ce que la santé soit davantage présente cette fois-ci", mais que "[ses] nombreuses interventions sur les défis majeurs du maintien en autonomie ont reçu, à ce stade, moins d'écho médiatique et politique. Mais nous sommes persévérants et nous remettrons fortement l'accent sur ce domaine en vue des élections législatives [de juin]", détaille-t-il.

Antoine Dubout, président de la Fehap, a constaté que les candidats étaient présents sur le sanitaire mais "un peu plus en retrait sur les sujets relatifs aux personnes âgées et à la dépendance" même s'il estime que "les grands défis liés au vieillissement de la population ont néanmoins été abordés" et que "les candidats ont pris conscience de l'ampleur des enjeux".

Claudy Jarry, pour la Fnadepa, note pour sa part "une campagne singulière marquée par des tas d'affaires qui nous ont éloignés du fond des programmes". In fine, "on a eu du mal à lire des choses concrètes déclinées dans notre secteur ou en périphérie", regrette le président de cette fédération.

Même Florence Arnaiz-Maumé, au Synerpa, confie que la campagne passée lui a inspiré "un grand désespoir, tous candidats confondus" car "on sait que la thématique du grand âge inquiète les Français". Le sujet a selon elle été "sous-traité ou maltraité", et les propositions des prétendants à l'Elysée ont montré "une méconnaissance extraordinaire du secteur". Sans grande illusion, le seul qui ait toutefois à ses yeux tiré son épingle du jeu reste Emmanuel Macron.

La balle se situe désormais dans le camp du futur président. Le candidat du mouvement En Marche!, ancien ministre de l'économie de François Hollande élu le 7 mai, [cristallise désormais les attentes du secteur](#).

cbe/eh

Claire Beziau – Journaliste - [claire.beziau@gerontonews.com](mailto:claire.beziau@gerontonews.com)